



Assemblée générale

Distr. générale
22 octobre 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Répartition récapitulative des questions inscrites à l'ordre du jour de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale*

**Adoptée par l'Assemblée générale à ses 3e, 32e, 43e,
56e, 93e, 95e, 99e, 100e et 109e séances plénières,
les 19 septembre, 30 octobre, 9 et 16 novembre 2001
et les 31 janvier, 11 mars, 22 mai, 6 juin et 23 juillet 2002**

* Récapitulation des documents A/56/252 et Add.1 à 4 et Add.4/Rev.1.
Sauf indication contraire, les décisions de l'Assemblée générale concernant la répartition des questions mentionnées dans le présent document ont été prises à la 3e séance plénière, le 19 septembre 2001.



Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation de la Finlande (point 1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (point 2).
3. Pouvoirs des représentants à la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale (point 3) :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Élection du Président de l'Assemblée générale (point 4).
5. Élection des bureaux des grandes commissions (point 5).
6. Élection des Vice-Présidents de l'Assemblée générale (point 6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (point 7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : rapports du Bureau (point 8).
9. Débat général (point 9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (point 10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (point 11).
12. Rapport du Conseil économique et social (point 12)¹.
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (point 13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (point 14)².
15. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (point 15) :
 - a) Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Élection de dix-huit membres du Conseil économique et social;
 - c) Élection d'un membre de la Cour internationale de Justice.
16. Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections (point 16) :
 - a) Élection des membres de la Commission du droit international;
 - b) Élection de vingt-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;

¹ À sa 43e séance plénière, le 9 novembre 2001, l'Assemblée générale a décidé d'examiner directement en séance plénière le rapport du Conseil économique et social considéré dans son ensemble, étant entendu que la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), et les Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions resteraient saisies des chapitres qui leur avaient déjà été renvoyés. Voir également les notes 19, 21, 22 et 24.

² L'Assemblée générale a décidé que les paragraphes pertinents du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/56/313) seraient portés à l'attention de la Première Commission lorsqu'elle examinerait le point 79.

- c) Élection de sept membres du Comité du programme et de la coordination;
 - d) Élection du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (point 17)³ :
- b) Nomination de membres du Comité des contributions⁴;
 - g) Nomination de membres du Corps commun d'inspection;
 - h) Nomination de membres du Comité des conférences;
 - i) Approbation de la nomination du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 18)⁵.
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (point 19).
20. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale (point 20) :
- a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Assistance économique spéciale à certains pays ou régions;
 - c) Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl;
 - d) Participation de volontaires, les « Casques blancs », aux opérations de secours humanitaires et aux activités de relèvement et de coopération technique;
 - e) Assistance au peuple palestinien;
 - f) Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre.

³ Pour les alinéas a) à f), voir Cinquième Commission, rubrique 41.

⁴ À sa 100e séance plénière, le 6 juin 2002, l'Assemblée générale a décidé d'examiner aussi directement en séance plénière le point 17 b) qui avait été renvoyé à la Cinquième Commission.

⁵ L'Assemblée générale a décidé de renvoyer à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) les chapitres du rapport du Comité spécial (A/56/23) qui ont trait à des territoires particuliers, de façon à pouvoir examiner en séance plénière la question de l'application de la Déclaration en général.

21. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et autres (point 21)⁶ :
 - a) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Système économique latino-américain;
 - b) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la francophonie;
 - c) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe;
 - d) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique;
 - e) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes;
 - f) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire⁷;
 - g) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États d'Afrique centrale;
 - h) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique;
 - i) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;
 - j) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine;
 - k) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
 - l) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques;
 - m) Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Forum des îles du Pacifique.
22. Examen et évaluation finals de l'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (point 22).
23. Pour l'édification d'un monde pacifique et meilleur grâce au sport et à l'idéal olympique (point 23).

⁶ L'Assemblée générale, a pris note du fait que, conformément à la résolution 55/285 du 7 septembre 2001, l'Assemblée tiendrait un débat commun sur le point 21 et ses points subsidiaires, au cours duquel pourront être abordés certains aspects de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres.

⁷ À sa 56e séance plénière, le 16 novembre 2001, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer également à la Sixième Commission le point 21 f), à seule fin d'examiner la question de l'octroi à l'Union interparlementaire du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.

24. Examen du problème du virus de l'immunodéficience humaine et du syndrome d'immunodéficience acquise sous tous ses aspects (point 24).
25. Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations (point 25)⁸.
26. Suite à donner aux résultats de la session extraordinaire consacrée aux enfants (point 26).
27. Culture de paix (point 28).
28. Suite à donner aux résultats du Sommet du Millénaire (point 29).
29. Les océans et le droit de la mer (point 30) :
 - a) Les océans et le droit de la mer;
 - b) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrants.
30. Université pour la paix (point 31).
31. Multilinguisme (point 32).
32. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine (point 33).
33. Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique (point 34).
34. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies (point 35).
35. Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (point 36).
36. Le rôle des diamants dans les conflits (point 37).
37. Assistance à l'action antiminés (point 38).
38. Vers des partenariats mondiaux (point 39).
39. La situation en Bosnie-Herzégovine (point 40).
40. Question de Palestine (point 41).
41. La situation au Moyen-Orient (point 42).
42. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (point 43).
43. La situation en Amérique centrale : moyens d'établir une paix ferme et durable et progrès accomplis vers la constitution d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement (point 44).

⁸ L'Assemblée générale a pris note du fait que, conformément à la résolution 55/23 du 13 novembre 2000, l'Assemblée générale consacrerait deux journées de séances plénières, les 3 et 4 décembre 2001, à l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations, y compris l'examen de mesures de suivi éventuelles.

44. Question des îles Falkland (Malvinas) (point 45)⁹.
45. La situation au Timor oriental au cours de la période de transition vers l'indépendance (point 46).
46. La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti (point 47).
47. Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (point 48).
48. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes (point 49).
49. Rapport du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (point 50).
50. Rapport du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commises sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (point 51).
51. Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste (point 52).
52. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales (point 53).
53. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression irakienne contre le Koweït (point 54).
54. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies (point 55).
55. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (point 56).
56. Question de l'île comorienne de Mayotte (point 57).
57. Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions (point 58).
58. Renforcement du système des Nations Unies (point 59).
59. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (point 60).
60. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes (point 61).
61. Aggression armée contre la République démocratique du Congo (point 63).

⁹ L'Assemblée générale a décidé d'examiner le point 45 directement en séance plénière, étant entendu que les organisations et personnes portant un intérêt à cette question seraient entendues à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) lors de l'examen du point en séance plénière.

62. Développement durable et coopération internationale (point 97)¹⁰ :
 - c) Dialogue de haut niveau pour le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat.
63. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (point 108)¹¹.
64. Célébration de la Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé (point 171).
65. Paix, sécurité et réunification dans la péninsule coréenne (point 175).
66. Mesures visant à éliminer le terrorisme international (point 166)¹².
67. Année des Nations Unies pour le patrimoine culturel, 2002 (point 177)¹³.
68. Prévention du crime et justice pénale (point 110)¹⁴.
69. Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental (point 107)¹⁵.
70. Environnement et développement durable (point 98) : mise en oeuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21 [al. a)]¹⁶.
71. Mise en oeuvre du Programme pour l'habitat et décisions adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire (point 102)¹⁷.
72. Questions relatives aux droits de l'homme (point 119) : questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales [al. b)]¹⁸

¹⁰ À sa 1re séance plénière, le 12 septembre 2001, l'Assemblée générale, conformément à sa résolution 55/193 du 20 décembre 2000, a décidé que le dialogue de haut niveau se tiendrait les 20 et 21 septembre 2001.

¹¹ L'Assemblée générale a pris note du fait que, conformément à sa résolution 55/57 du 4 décembre 2000, l'Assemblée générale consacrerait au volontariat deux séances plénières coïncidant avec la fin de l'Année internationale des Volontaires.

¹² L'Assemblée générale a décidé que le débat initial sur cette question se tiendrait en séance plénière, dans les plus brefs délais, étant entendu que les aspects techniques du problème seraient examinés par la Sixième Commission.

¹³ À sa 32e séance plénière, le 30 octobre 2001, l'Assemblée générale a décidé d'examiner le point 177 directement en séance plénière.

¹⁴ À sa 93e séance plénière, le 31 janvier 2002, l'Assemblée générale a décidé d'examiner aussi directement en séance plénière le point 110, qui avait été renvoyé à la Troisième Commission.

¹⁵ À sa 95e séance plénière, le 11 mars 2002, l'Assemblée générale a décidé d'examiner aussi directement en séance plénière le point 107, qui avait été renvoyé à la Deuxième Commission.

¹⁶ À sa 99e séance plénière, le 22 mai 2002, l'Assemblée générale a décidé d'examiner aussi directement en séance plénière le point 98 a), qui avait été renvoyé à la Deuxième Commission.

¹⁷ À sa 109e séance plénière, le 23 juillet 2002, l'Assemblée générale a décidé d'examiner aussi directement en séance plénière le point 102, qui avait été renvoyé à la Deuxième Commission.

¹⁸ À sa 109e séance plénière, le 23 juillet 2002, l'Assemblée générale a décidé d'examiner aussi directement en séance plénière le point 119 b), qui avait été renvoyé à la Troisième Commission.

Première Commission

1. Réduction des budgets militaires (point 64) :
 - a) Réduction des budgets militaires;
 - b) Information objective sur les questions militaires, y compris la transparence des dépenses militaires.
2. La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification (point 65).
3. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix (point 66).
4. Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (point 67).
5. Maintien de la sécurité internationale – relations de bon voisinage, stabilité et développement en Europe du Sud-Est (point 68).
6. Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale (point 69).
7. Le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement (point 70).
8. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (point 71).
9. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes (point 72).
10. Prévention d'une course aux armements dans l'espace (point 73).
11. Désarmement général et complet (point 74)² :
 - a) Notification des essais nucléaires;
 - b) Nouvelles mesures dans le domaine du désarmement pour éviter une course aux armements sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol;
 - c) Interdiction de déverser des déchets radioactifs;
 - d) Missiles;
 - e) Préservation et respect du Traité sur la limitation des systèmes antimissile balistiques;
 - f) Vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour;
 - g) Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères;
 - h) Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement;
 - i) Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction;
 - j) Hémisphère Sud et zones adjacentes exempts d'armes nucléaires;

- k) Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements;
 - l) Relation entre le désarmement et le développement;
 - m) Convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
 - n) Réduction du danger nucléaire;
 - o) Désarmement régional;
 - p) Maîtrise des armes classiques aux niveaux régional et sous-régional;
 - q) Trafic d'armes légères;
 - r) Désarmement nucléaire;
 - s) Transparence dans le domaine des armements;
 - t) Mise en oeuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction;
 - u) Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale;
 - v) Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires;
 - w) Armes légères.
12. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (point 75) :
- a) Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale;
 - b) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique;
 - c) Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes;
 - d) Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement;
 - e) Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires;
 - f) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique.
13. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (point 76) :
- a) Conseil consultatif pour les questions de désarmement;
 - b) Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement;
 - c) Rapport de la Conférence du désarmement;
 - d) Rapport de la Commission du désarmement.

14. Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient (point 77).
15. Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (point 78).
16. Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée (point 79).
17. Renforcement du régime défini par le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) (point 80).
18. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (point 81).
19. Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (point 82).
20. Respect des accords de limitation des armements, de désarmement et de non-prolifération (point 83).
21. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (point 84).

**Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation
(Quatrième Commission)**

1. Effets des rayonnements ionisants (point 85).
2. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace (point 86).
3. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (point 87).
4. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés (point 88).
5. Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (point 89).
6. Questions relatives à l'information (point 90).
7. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (point 91).
8. Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (point 92).
9. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (point 93).
10. Rapport du Conseil économique et social [chap. VII (sect. D)] (point 12)¹⁹.
11. Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes (point 94).
12. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (point 18)⁵.
13. Questions des îles Falkland (Malvinas) (point 45)⁹.

¹⁹ Voir également les notes 1, 21, 22 et 24.

Deuxième Commission

1. Questions de politique macroéconomique (point 95) :
 - a) Commerce et développement;
 - b) Système financier international et développement;
 - c) Science et technique au service du développement;
 - d) Crise de la dette extérieure et développement.
2. Questions de politique sectorielle (point 96) :
 - a) Les entreprises et le développement;
 - b) Coopération pour le développement industriel.
3. Développement durable et coopération économique internationale (point 97) :
 - a) Participation des femmes au développement;
 - b) Mise en valeur des ressources humaines;
 - c) Dialogue de haut niveau sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat¹⁰;
 - d) Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement.
4. Environnement et développement durable (point 98) :
 - a) Mise en oeuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en oeuvre d'Action 21¹⁶;
 - b) Stratégie internationale de prévention des catastrophes;
 - c) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique;
 - d) Convention sur la diversité biologique;
 - e) Poursuite de la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement;
 - f) Protection du climat mondial pour les générations présentes et futures;
 - g) Promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, y compris la mise en oeuvre du Programme solaire mondial 1996-2005.

5. Activités opérationnelles de développement (point 99)²⁰ :
 - a) Examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;
 - b) Coopération économique et technique entre pays en développement.
6. Migrations internationales et développement, y compris la question de la convocation d'une conférence des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement, qui aborderait les questions liées aux migrations (point 100).
7. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles (point 101).
8. Mise en oeuvre du Programme pour l'habitat et décisions adoptées à ce sujet par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire (point 102)¹⁷.
9. Mise en oeuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) (point 103).
10. Formation et recherche (point 104).
11. Mondialisation et interdépendance (point 105).
12. Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (point 106) :
 - a) Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés;
 - b) Application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la Décennie 2001-2010.
13. Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental (point 107)¹⁵.
14. Rapport du Conseil économique et social (chap. I à V, chap. VII, sect. A à C et E à H, et chap. IX) (point 12)²¹.

²⁰ L'Assemblée générale a décidé que le rapport de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur les opérations, la gestion et le budget du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme serait renvoyé à la Deuxième Commission pour examen au titre du point 99.

²¹ L'Assemblée générale a décidé que les chapitres du rapport indiqués ci-après seraient également renvoyés aux Troisième et Cinquième Commissions, comme suit :

- a) Chap. I, VII (sect. B et C) et IX : Troisième et Cinquième Commissions;
- b) Chap. III à V et VII (sect. A) : Troisième Commission.

Voir également les notes 1, 19, 22 et 24.

Troisième Commission

1. Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille (point 108)¹¹.
2. Suite donnée à l'Année internationale des personnes âgées : deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement (point 109).
3. Prévention du crime et justice pénale (point 110)¹⁴.
4. Contrôle international des drogues (point 111).
5. Promotion de la femme (point 112)²⁰.
6. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » (point 113).
7. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires (point 114).
8. Promotion et protection des droits de l'enfant (point 115).
9. Programme d'activité de la Décennie internationale des populations autochtones (point 116).
10. Élimination du racisme et de la discrimination raciale (point 117).
11. Droit des peuples à l'autodétermination (point 118).
12. Questions relatives aux droits de l'homme (point 119) :
 - a) Application des instruments relatifs aux droits de l'homme;
 - b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales¹⁸;
 - c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux;
 - d) Application et suivi méthodiques de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne;
 - e) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.
13. Rapport du Conseil économique et social (chap. I et III à V, chap. VII (sect. A à C et I) et chap. IX) (point 12)²².

²² L'Assemblée générale a décidé que les chapitres du rapport indiqués ci-après seraient également renvoyés aux Deuxième et Cinquième Commissions, comme suit :

- a) Chap. I, VII (sect. B et C) et IX : Deuxième et Cinquième Commissions;
- b) Chap. III à V et VII (sect. A) : Deuxième Commission.

Voir également les notes 1, 19, 21 et 24.

14. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (point 27)²³.

²³ Conformément à sa résolution 55/285 du 7 septembre 2001, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer ce point à la Troisième Commission.

Cinquième Commission

1. Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (point 120) :
 - a) Opérations de maintien de la paix des Nations Unies;
 - b) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
2. Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (point 121).
3. Budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (point 122).
4. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 (point 123).
5. Plan des conférences (point 124).
6. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (point 125).
7. Gestion des ressources humaines (point 126).
8. Régime commun des Nations Unies (point 127).
9. Corps commun d'inspection (point 128).
10. Amélioration de la situation financière de l'ONU (point 129).
11. Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (point 130).
12. Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (point 131).
13. Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (point 132).
14. Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (point 133).
15. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (point 134) :
 - a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban.
16. Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (point 135).
17. Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (point 136).

18. Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (point 137).
19. Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola et de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola (point 138).
20. Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité (point 139) :
 - a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït;
 - b) Activités diverses.
21. Financement de la Mission des Nations Unies au Timor oriental (point 140).
22. Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (point 141).
23. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (point 142).
24. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan (point 143).
25. Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (point 144).
26. Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (point 145).
27. Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du quartier général des Forces de paix des Nations Unies (point 146).
28. Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II (point 147).
29. Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique (point 148).
30. Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (point 149).
31. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (point 150).
32. Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti (point 151).
33. Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (point 152).
34. Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (point 153).
35. Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (point 154).
36. Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental et du Groupe d'appui de la police civile (point 155).

37. Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (point 156).
38. Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (point 157).
39. Financement de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (point 158).
40. Rapport du Conseil économique et social (chap. I, chap. VII, sect. B et C, et chap. IX) (point 12)²⁴
41. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (point 17)²⁵ :
 - a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de membres du Comité des contributions⁴;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale.
42. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies (point 169)²⁶.

²⁴ L'Assemblée générale a décidé que les chapitres du rapport indiqués ci-après seraient également renvoyés aux Deuxième et Troisième Commissions, comme suit : chap. I, VII (sect. B et C) et IX : Deuxième et Troisième Commissions.

Voir également les notes 1, 19, 21 et 22.

²⁵ Pour les alinéas g) à i), voir séances plénières, rubrique 17.

²⁶ À sa 43e séance plénière, le 9 novembre 2001, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer le point à la Cinquième Commission, étant entendu que toute décision qui conduirait à amender le Statut du Tribunal administratif de l'Organisation des Nations Unies ou concernerait la création d'une juridiction de plus haut niveau serait subordonnée à l'avis de la Sixième Commission.

Sixième Commission

1. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (point 159).
2. Convention sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (point 160).
3. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-quatrième session (point 161).
4. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquante-troisième session (point 162).
5. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (point 163).
6. Mise en place de la Cour pénale internationale (point 164).
7. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (point 165).
8. Mesures visant à éliminer le terrorisme international (point 166)¹².
9. Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (point 167).
10. Octroi à l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale (point 168).
11. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Institut international de droit du développement (point 170).
12. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation hydrographique internationale (point 172).
13. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté des États sahélo-sahariens (point 173).
14. Convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de reproduction (point 174).
15. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à Partenaires dans le domaine de la population et du développement (point 176).
16. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et autres (point 21) : coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire [al. g)]⁷.